

ACCORD-CADRE DE SERVICES COURANTS

Acte d’engagement

**N°25-20**

|  |
| --- |
| **Objet de la consultation :**  Prestations de transcription audio pour l'Université de Toulon |

**Procédure adaptée – Articles R. 2123-1 à R. 2123-7 du Code de la commande publique**

Acheteur :

**Université de Toulon**

CS 60584 83041 TOULON Cedex 9

Tél. : +33 0494142688

*Cet acte d’engagement :*

(Le candidat remplit un acte d’engagement pour chaque variante et donne les précisions ci-dessous).

 *Correspond à une variante : n° ........./.........*

(Précisez laquelle)

Sommaire

Table des matières

[Table des matières 2](#_Toc200442282)

[1. Objet de l'accord-cadre 3](#_Toc200442283)

[**1.1.** **Bons de commande** 3](#_Toc200442284)

[**1.2.** **Nomenclature** 3](#_Toc200442285)

[2. Intervenants à l'accord-cadre 3](#_Toc200442286)

[**2.1.** **Acheteur** 3](#_Toc200442287)

[**2.1.1. Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances** 3](#_Toc200442288)

[**2.1.2. Comptable public assignataire des paiements** 3](#_Toc200442289)

[**2.2.** **Contractant** 3](#_Toc200442290)

[3. Durée de l'accord-cadre – Délais d’exécution – Reconduction 5](#_Toc200442291)

[**3.1.** **Durée de l'accord-cadre** 5](#_Toc200442292)

[**3.2.** **Délai d’exécution des bons de commande** 5](#_Toc200442293)

[**3.3.** **Reconduction** 5](#_Toc200442294)

[4. Prix 5](#_Toc200442295)

[5. Prestations similaires 6](#_Toc200442296)

[6. Avance 6](#_Toc200442297)

[7. Signature du candidat 6](#_Toc200442298)

[8. Acceptation de l’offre 6](#_Toc200442299)

[9. Date d'effet de l'accord-cadre 7](#_Toc200442300)

# Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre porte sur des prestations de transcription audio pour l'Université de Toulon (ci-après dénommée également « *pouvoir adjudicateur* » et « *acheteur* »).

Deux postes le constituent :

* Poste 01 : Transcription audio des séances propres aux instances nommées dans le Cahier des Clauses Particulières (Conseil d’Administration, Conseil Académique, Commission de la Recherche, Commission de la Formation et de la Vie Universitaire, Comité Social d’Administration d’Établissement Public, Formation Spécialisée en matière de Santé, de Sécurité et des Conditions de Travail)
* Poste 02 : Transcription audio de toute(s) autre(s) séance(s), provenant de diverses instances, non présentement nommées

## **Bons de commande**

L'accord-cadre est un accord-cadre à bons de commande.

La commande sera notifiée, par le représentant du pouvoir adjudicateur, par l’émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins.

L'accord-cadre est un accord-cadre à bons de commande avec un maximum fixé en valeur.

L'accord-cadre sera conclu avec un seul opérateur économique.

## **Nomenclature**

|  |  |
| --- | --- |
| **CPV :** | 79500000-9 – Services d'appui bureautiques |

# Intervenants à l'accord-cadre

## **Acheteur**

**Université de Toulon**

Adresse : CS 60584 83041 TOULON Cedex 9

Téléphone : +33 0494142688

Mail : [pole-achat@univ-tln.fr](mailto:pole-achat@univ-tln.fr)

Représenté par : **Xavier LEROUX**, Président.

Référence de l'arrêté de désignation de la personne signataire de l'accord-cadre : Délibération de compétences du conseil d'administration au Président CA-2023-18 du 11 avril 2023

### **2.1.1. Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances**

Sabine CARPENTIER, responsable du Pôle Achat – CS 60584 83041 Toulon cedex 9

[pole-achat@univ-tln.fr](mailto:pole-achat@univ-tln.fr) – 04 94 14 26 88

### **2.1.2. Comptable public assignataire des paiements**

Monsieur l'Agent comptable.

Les cessions de créance doivent être notifiées ou les nantissements signifiés à l’organisme désigné ci-dessus.

## **Contractant**

Après avoir pris connaissance du Cahier des Clauses Particulières (CCP) et des documents qui sont mentionnés au présent acte d'engagement,

* JE M'ENGAGE, sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions des documents visés ci-dessus à exécuter les prestations définies ci-après, aux conditions qui constituent mon offre.
* J’AFFIRME, sous peine de résiliation de plein droit de l'accord-cadre, que je suis titulaire d'une police d'assurance garantissant l'ensemble des responsabilités que j'encours.
* JE CONFIRME, sous peine de résiliation de plein droit de l'accord-cadre, que les sous-traitants proposés sont également titulaires de polices d’assurances garantissant les responsabilités qu’ils encourent.

L'offre ainsi présentée ne nous lie toutefois que si l’attribution de l'accord-cadre a lieu dans un délai de 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

 **Le signataire :**

 s’engage, sur la base de son offre et pour son propre compte à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après ;

 engage la société ........................................... sur la base de son offre à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après ;

 **Le mandataire (1) :**

 du groupement solidaire

 solidaire du groupement conjoint

s’engage pour l’ensemble des prestataires groupés désignés dans l’annexe ci-jointe **(2)** à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après ;

(1) Cocher la case correspondante à la nature de votre groupement.

(2) Cette annexe est à dupliquer en autant d'exemplaires que nécessaire et elle est recommandée dans le cas de groupement conjoint.

(3) Dans le cas d'un groupement, indiquer les coordonnées du mandataire.

Nom commercial et dénomination sociale du candidat **(3)** :

……………………………………………………………………………………………………………

……………………………………………………………………………………………………………

Adresse de l’établissement :

…………………………………………………………………………………………………………...

...…………………………………………………………………………………………………………

…………………………………………………………………………………………………………...

Adresse du siège social *(si différente de l’établissement)* :

…………………………………………………………………………………………………………...

.…………………………………………………………………………………………………………..

………………………………………………………………………………………………………...…

Adresse électronique : ..............................................................................................................

Téléphone : ...................................................

Télécopie : ....................................................

SIRET : .........................................................

APE : ............................................................

Numéro de TVA intracommunautaire : .........................................................

Références bancaires (fournir un RIB) :

IBAN : .......................................................................................................................................

BIC : .........................................................................................................................................

# Durée de l'accord-cadre – Délais d’exécution – Reconduction

## **Durée de l'accord-cadre**

La durée initiale de l'accord-cadre est fixée à 1 (« *un* ») an à compter de la notification de l'accord-cadre.

## **Délai d’exécution des bons de commande**

Le délai d’exécution des prestations sera fixé par chaque bon de commande. Le pouvoir adjudicateur pourra émettre des bons de commande pendant toute la durée de l'accord-cadre fixée ci-dessus.

## **Reconduction**

L'accord-cadre pourra être reconduit 3 (« *trois* ») fois un an sans que cette durée ne puisse excéder 4 (« quatre ») ans.

La reconduction est tacite.

Si le pouvoir adjudicateur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il prendra une décision expresse de non-reconduction qui sera notifiée au titulaire au plus tard dans un délai de 30 (« *trente* ») jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre.

Le titulaire ne dispose pas de la faculté de refuser la reconduction de l'accord-cadre.

# Prix

L'offre est établie sur la base des conditions économiques prévues à l’article Prix du CCP.

À exécuter les prestations demandées au prix indiqué ci-dessous :

Montant de l’heure d’enregistrement arrêté HT en chiffres :

Montant de l’heure d’enregistrement arrêté HT en toutes lettres : ……………………………………  
……………………………………………………………………………………………………………

Montant de l’heure d’enregistrement TTC en chiffres : …………………………………………….

Montant de l’heure d’enregistrement TTC en toutes lettres : …………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

L'accord-cadre est un accord-cadre à bons de commande avec un maximum fixé en valeur.

*Le montant maximal de l'accord-cadre en valeur est de :*

Montant HT (en chiffres) : 50 000,00 €

Montant HT (en toutes lettres) : cinquante mille euros

Montant TVA (au taux de 20,00 %, en chiffres) : 10 000 €

Montant TTC (en chiffres) : 60 000,00 €

Montant TTC (en toutes lettres) : soixante mille euros

En cas de groupement, la répartition détaillée des prestations à exécuter par chacun des membres du groupement et le montant de l'accord-cadre revenant à chacun sont décomposés dans l'annexe ci-jointe.

# Prestations similaires

Les prestations similaires à celles du présent accord-cadre pourront être attribuées au même titulaire par un marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalables dans les conditions prévues à l’article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

# Avance

L'accord-cadre ne fait pas l’objet d’une avance.

# Signature du candidat

Il est rappelé au candidat que la signature de l’acte d’engagement vaut acceptation de toutes les pièces contractuelles.

Fait en un seul original

A :

Le :

Mention(s) manuscrite(s)

*« Lu et approuvé »*

Signature(s) du titulaire, ou, en cas de groupement d’entreprises, du mandataire habilité ou de chaque membre du groupement :

# Acceptation de l’offre

Le présent accord-cadre se trouve ainsi conclu aux conditions ci-avant.

Les sous-traitants proposés dans les actes de sous-traitance annexés au présent acte d’engagement sont acceptés comme ayant droit au paiement direct et les conditions de paiement indiquées sont agréées.

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d’engagement.

A :

Le :

Le pouvoir adjudicateur,

#signature#

# Date d'effet de l'accord-cadre

Reçu notification de l'accord-cadre le :

 Le prestataire

 Le mandataire du groupement

Reçu l'avis de réception postal de la notification de l'accord-cadre signé le :

 Par le prestataire

 Par le mandataire du groupement destinataire

Pour le représentant du pouvoir adjudicateur,

A : ………………………, Le : ……………………… *(Date d'apposition de la signature ci-après)*

#signature#

Annexe I à l’acte d’engagement

NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCES

**● Identification de l’acheteur**

Désignation de l’acheteur :

SIRET : 19830766200017

Nom : Université de Toulon

Adresse : CS 60584 83041 TOULON Cedex 9

Désignation de la personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R. 2191-60 et R. 2391-28 du Code de la commande publique : X

Désignation du comptable public assignataire : Madame l'agente comptable

**● Identification du créancier au titre du marché public**

Désignation du créancier : ............................

SIRET : ............................

Raison sociale : ............................

Adresse : ............................

Coordonnées bancaires du créancier :

IBAN : ............................

Renseignements complémentaires sur le créancier :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Titulaire du marché | |  |
| Sous-traitant de premier rang | |  |
| Membre d’un groupement solidaire | |  |
| Membre d’un groupement conjoint | |  |
| Mandataire solidaire | |  |
| Mandataire conjoint | |  |
| Agissant pour son propre compte | |  |
| Habilité à céder ou nantir la créance du groupement | |  |
| Dans ce dernier cas, indiquer la référence de l’habilitation : | ............................ | |

**● Identification de la créance cessible**

Désignation du marché et de son montant :

Référence du marché obtenue au plus tard lors de la notification : ............................

Date : ............................

Montant (HT, montant TVA et TTC) : ............................

Le cas échéant :

Désignation de la tranche : ............................

Montant de la tranche (HT, montant TVA et TTC) : ............................

Le cas échéant :

Désignation du lot : ............................

Montant du lot (HT, montant TVA et TTC) : ............................

Le cas échéant :

Désignation du bon de commande : ............................

Montant du bon de commande (HT, montant TVA et TTC) : ............................

Le cas échéant, éléments relatifs aux clauses de variation de prix applicables à la créance :

............................

Le cas échéant, éléments relatifs aux clauses de pénalités susceptibles d’être appliquées à la créance :

............................

Le cas échéant, autres renseignements : ............................

**● Renseignements complémentaires affectant le marché et/ou la créance**

|  |  |
| --- | --- |
| L’acheteur renvoie les parties aux documents du marché |  |

Si la case précédente n’a pas été cochée, remplir les champs suivants :

|  |  |
| --- | --- |
| Le cas échéant : |  |
| Le marché prévoit le versement d’une avance au créancier au titre du marché : |  |
| En cas d’avance, son pourcentage | ............................ % |
| Le marché prévoit une retenue de garantie : |  |
| En cas de retenue de garantie, son pourcentage | ............................ % |
| Le marché prévoit un délai d’exécution des prestations : |  |
| Si un délai d’exécution est prévu, le délai mentionné est de : | ............................ |
| Le marché prévoit des dates prévisionnelles de début d’exécution et d’achèvement sont : |  |
| Si elles sont prévues, les dates prévisionnelles de début d’exécution et d’achèvement sont : | ............................ |
| Le marché prévoit un délai maximum de paiement : |  |
| Si un délai maximum de paiement est prévu, il est de : | ............................ |
| S’il est prévu, référence du taux des intérêts moratoires mentionné | ............................ |
| Le marché prévoit un montant : |  |
| Montant prévu pour l’ensemble du marché : | ...................... € TTC |
| Montant prévu pour la tranche concernée : | ...................... € TTC |
| Montant prévu pour le lot concerné : | ...................... € TTC |
| Pour les accords-cadres à bons de commande, indiquer : |  |
| Montant minimum : | ...................... € TTC |
| Montant maximum : | ...................... € TTC |
| Montant estimé : | ...................... € TTC |
| Le titulaire souhaite ne pas confier l’exécution d’une partie des prestations à des sous-traitants ayant droit au paiement direct : |  |
| Cette partie non sous-traitée est au maximum de : | ...................... € TTC |

**● Informations supplémentaires en cas de groupement**

Désignation des membres du groupement :

SIRET pour chaque membre du groupement : ............................

Désignation du mandataire : ............................

**● Modification(s) ultérieure(s) de la créance**

(À renseigner autant de fois que nécessaire)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 1ère modification | La créance cessible est ramenée/portée à : ...................... € | Date/Signature |
| 2ème modification | La créance cessible est ramenée/portée à : ...................... € | Date/Signature |
| 3ème modification | La créance cessible est ramenée/portée à : ...................... € | Date/Signature |
| 4ème modification | La créance cessible est ramenée/portée à : ...................... € | Date/Signature |
| Nième modification | La créance cessible est ramenée/portée à : ...................... € | Date/Signature |

En cas de cession ou de nantissement, le cessionnaire ou le titulaire du nantissement transmet l’original du présent certificat au comptable public assignataire, conformément aux articles R. 2191-54, R. 2191-55 et R. 2391-28 du Code de la commande publique.

**● Signature de l’acheteur**

|  |  |
| --- | --- |
| A | Le |
|  | Signature de l’acheteur ou de son représentant |

Annexe II à l’acte d’engagement

DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE

Pouvoir adjudicateur : Université de Toulon

* Désignation de l’acheteur :

* Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements ou cessions de créances :

Objet de l'accord-cadre :

**Objet de la consultation : Prestations de transcription audio pour l'Université de Toulon**

Objet de l'accord-cadre : Prestations de transcription audio pour l'Université de Toulon

Objet de la déclaration du sous-traitant

La présente déclaration de sous-traitance constitue :

 Un document annexé à l’offre du soumissionnaire.

 Un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement (sous-traitant présenté après attribution de l'accord-cadre).

 Un acte spécial modificatif : il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du ………..

Identification du soumissionnaire ou du titulaire

Nom commercial et dénomination sociale de l’unité ou de l’établissement qui exécutera la prestation, adresses postale et du siège social (si elle est différente de l’adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET :

Forme juridique du soumissionnaire individuel, du titulaire ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

En cas de groupement momentané d’entreprises, identification et coordonnées du mandataire du groupement :

Identification du sous-traitant :

Nom commercial et dénomination sociale de l’unité ou de l’établissement qui exécutera la prestation, adresses postale et du siège social (si elle est différente de l’adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET :

Forme juridique du soumissionnaire individuel, du titulaire ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d’engager le sous-traitant : (Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne) :

Le sous-traitant est-il une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la recommandation de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises ou un artisan au sens au sens de l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996 n° 96-603 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l’artisanat (Art. R. 2151-13 et R. 2351-12 du Code de la commande publique)?

 OUI  NON

Nature des prestations sous-traitées :

**Nature des prestations sous-traitées** :

**Sous-traitance de traitement de données à caractère personnel (à compléter le cas échéant) :**

Le sous-traitant est autorisé à traiter les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) : ……………

La durée du traitement est : ……………..

La nature des opérations réalisées sur les données est : ………………….

La ou les finalité(s) du traitement sont : ……………

Les données à caractère personnel traitées sont : ………………

Les catégories de personnes concernées sont : ………………….

Le soumissionnaire/titulaire déclare que :

 Le sous-traitant présente des garanties suffisantes pour la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles propres à assurer la protection des données personnelles ;

 Le contrat de sous-traitance intègre les clauses obligatoires prévues par l’article 28 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l’égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (RGPD).

Prix des prestations sous-traitées :

**Montant des prestations sous-traitées** :

Dans le cas où le sous-traitant a droit au paiement direct, le montant des prestations sous-traitées indiqué ci-dessous, revalorisé le cas échéant par application de la formule de variation des prix indiquée infra, constitue le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant.

**a)** Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de prestations ne relevant pas du b) ci-dessous :

- Taux de la TVA : …………………………………..

- Montant HT (€) : …………………………..

- Montant TTC (€) : …………………………

**b)** Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de travaux sous-traités relevant de l’article 283-2 nonies du Code général des impôts :

- Taux de la TVA : auto-liquidation (la TVA est due par le titulaire)

- Montant hors TVA (€) : …………………………..

**Modalités de variation des prix** :

Le titulaire déclare que son sous-traitant remplit les conditions pour avoir **droit au paiement direct** (article R. 2193-10 ou article R. 2393-33 du Code de la commande publique)**:**

 OUI  NON

Condition de paiement :

Références bancaires :

(Joindre un IBAN.)

IBAN :

BIC :

Le sous-traitant demande à bénéficier d’une avance :  OUI  NON

Capacités du sous-traitant :

Nota : ces renseignements ne sont nécessaires que lorsque l’acheteur les exige et qu’ils n’ont pas été déjà transmis dans le cadre du DC2 -voir rubrique H du DC2.)

Récapitulatif des informations et renseignements ou des pièces demandés par l’acheteur dans les documents de la consultation qui doivent être fournis, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de son aptitude à exercer l’activité professionnelle concernée, ses capacités économiques et financières ou ses capacités professionnelles et techniques :

Formulaire DC2, CV du personnel, références, extrait de Kbis, attestation de fourniture des déclarations sociales et paiement des cotisations et contributions sociales (URSSAF), attestation de régularité fiscale, attestation d'assurance et tout autre document prouvant la capacité technique et financière du sous-traitant.

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l’ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

Attestations sur l’honneur du sous-traitant au regard des exclusions de la procédure :

**Le sous-traitant déclare sur l’honneur** (\*) ne pas entrer dans l’un des cas d’exclusion prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du Code de la commande publique (\*\*).

Afin d’attester que le sous-traitant n’est pas dans un de ces cas d’interdiction de soumissionner, cocher la case suivante : 

(\*)Lorsqu'un opérateur économique est, au cours de la procédure de passation d'un marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5, aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 ou aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 du Code de la commande publique, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.

(\*\*) Dans l’hypothèse où le sous-traitant est admis à la procédure de redressement judiciaire, son attention est attirée sur le fait qu’il devra prouver qu’il a été habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d’exécution du marché public.

**Documents de preuve disponibles en ligne** :

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l’ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

(Si l’adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

Cession ou nantissement des créances résultant du marché public.

**1ère hypothèse**  La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial.**

Le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R. 2193-22 ou à l’article R. 2393-40 du Code de la commande publique.

En conséquence, le titulaire produit avec le DC4 :

 L’exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,

OU

 Une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

**2ème hypothèse**  La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial modificatif :**

 Le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité, prévus à l'article R. 2193-22 ou à l’article R. 2393-40 du Code de la commande publique, qui est joint au présent document ;

**OU**

 L’exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.

Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant.

A …………………., le ………………………… A …………………., le …………………………

Le sous-traitant : Le soumissionnaire ou le titulaire :

………………………… …………………………

Le représentant de l’acheteur, compétent pour signer l'accord-cadre, accepte le sous-traitant et agrée ses conditions de paiement.

A , le …………………………..

Le représentant de l’acheteur :

Notification de l’acte spécial au titulaire

En cas d’envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :

*(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire.)*

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire reçoit à titre de notification une copie du présent acte spécial :

A ……………………….., le ……………………………..

Annexe III à l’acte d’engagement

DESIGNATION DES CO-TRAITANTS ET REPARTITION DES PRESTATIONS

*Remplir un exemplaire par co-traitant :*

Nom commercial et dénomination sociale du candidat :

...............................................................................................................................................

Adresse de l’établissement :

...............................................................................................................................................

...............................................................................................................................................

...............................................................................................................................................

Adresse du siège social (si différente de l’établissement) :

...............................................................................................................................................

...............................................................................................................................................

...............................................................................................................................................

Adresse électronique : ................................................

Téléphone : ................................................

Télécopie : ................................................

SIRET : ................................................ APE : ................................................

Numéro de TVA intracommunautaire : ...........................................................

Accepte de recevoir l’avance :

 Oui

 Non

Références bancaires :

IBAN : .......................................................................................................................................

BIC : .........................................................................................................................................

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Désignation de l’entreprise | Prestations concernées | Montant H.T. (€) | Taux T.V.A. | Montant T.T.C. (€) |
| Dénomination sociale : ………….  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ..................................................... |  |  |  |  |
| Dénomination sociale : ………….  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ..................................................... |  |  |  |  |
| Dénomination sociale : ………….  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ..................................................... |  |  |  |  |
| Dénomination sociale : ………….  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ..................................................... |  |  |  |  |
| Dénomination sociale : ………….  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ..................................................... |  |  |  |  |
|  | *Totaux* |  |  |  |

Annexe IV à l’acte d’engagement

MISE AU POINT

Pouvoir adjudicateur

Université de Toulon

Adresse : CS 60584 83041 TOULON Cedex 9

Téléphone : +33 0494142688

Télécopie :

Accord-cadre

Objet : Prestations de transcription audio pour l'Université de Toulon

Identification du soumissionnaire retenu

*Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat individuel ou de chaque membre du groupement d’entreprises candidat, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l’établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET. En cas de candidature groupée, identifier le mandataire désigné pour représenter l’ensemble des membres du groupement et coordonner les prestations.*

Modifications apportées

À l’occasion de la mise au point de l'accord-cadre, les modifications ci-dessous sont apportées aux stipulations contenues dans les pièces constitutives de l'accord-cadre.

|  |  |
| --- | --- |
| **Nature du document concerné et numéro de l’article modifié** | **Nature de la modification apportée** |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |

Signature de la mise au point

**Signature du candidat retenu :**

Nom, prénom et qualité du signataire :

Lieu et date de signature :

Signature :

**Signature du représentant du pouvoir adjudicateur :**

Nom, prénom et qualité du signataire :

Lieu et date de signature :

Signature :

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |

Réf. UTLN n°25-20

Annexe V à l’Acte d’engagement

CONTRAT DE SOUS-TRAITANCE DE DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Entre les soussignés :

**L’Université de Toulon**, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, représentée par son Président en exercice, monsieur Xavier Leroux, dûment habilité à cet effet en application de l’article L.712-2 du code de l’éducation, dont le siège est situé avenue de l’université, 83130 La Garde, France – SIRET n°19830766200017 / code APE n°8542Z ;

Ci-après désignée « L’UTLN » ou « **Le responsable de traitement** »;

Et

***[Présenter le RT*** *en précisant : sa dénomination, son statut, son représentant légal, son adresse et son pays – n°SIREN … ou n°SIRET … / code APE … ];*

Ci-après désignée « …»  ou « **le sous-traitant** »;

Le « Responsable de traitement » et le « Sous-traitant » ; sont ci-après également désignées individuellement la « Partie » ou collectivement les « Parties ».

Vu le code de la commande publique ;

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, dit « RGPD », et notamment son article 28 ;

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, notamment son article 1er ;

Vu les statuts de l’Université de Toulon et son règlement intérieur en vigueur ;

Vu la délibération n° CA-2023-15 relative à l’élection du président de l’Université de Toulon ;

Vu la délibération n° CA-2024-37 relative à la délégation de compétences accordée par le conseil d’administration au président.

##### Index

[Article 1 : Objet 3](file:///Z:\PARTAGE%20DAF%20-%20AC%20-%20Marchés\2025\25-20%20Audiotypiste\Préparatoire\25-20_CCP_V13_02072025.docx#_Toc201018354)

[Article 2 : Description du traitement faisant l’objet de la sous-traitance 3](file:///Z:\PARTAGE%20DAF%20-%20AC%20-%20Marchés\2025\25-20%20Audiotypiste\Préparatoire\25-20_CCP_V13_02072025.docx#_Toc201018355)

[2.01. Intérêt du traitement 3](file:///Z:\PARTAGE%20DAF%20-%20AC%20-%20Marchés\2025\25-20%20Audiotypiste\Préparatoire\25-20_CCP_V13_02072025.docx#_Toc201018356)

[2.02. Nature des opérations de traitement 3](file:///Z:\PARTAGE%20DAF%20-%20AC%20-%20Marchés\2025\25-20%20Audiotypiste\Préparatoire\25-20_CCP_V13_02072025.docx#_Toc201018357)

[2.03. Catégories des données 3](file:///Z:\PARTAGE%20DAF%20-%20AC%20-%20Marchés\2025\25-20%20Audiotypiste\Préparatoire\25-20_CCP_V13_02072025.docx#_Toc201018358)

[2.04. Finalité du traitement 3](file:///Z:\PARTAGE%20DAF%20-%20AC%20-%20Marchés\2025\25-20%20Audiotypiste\Préparatoire\25-20_CCP_V13_02072025.docx#_Toc201018359)

[2.05. Catégories des personnes concernées 4](file:///Z:\PARTAGE%20DAF%20-%20AC%20-%20Marchés\2025\25-20%20Audiotypiste\Préparatoire\25-20_CCP_V13_02072025.docx#_Toc201018360)

[2.06. Durée de conservation des données 4](file:///Z:\PARTAGE%20DAF%20-%20AC%20-%20Marchés\2025\25-20%20Audiotypiste\Préparatoire\25-20_CCP_V13_02072025.docx#_Toc201018361)

[Article 3 : Durée du contrat 4](file:///Z:\PARTAGE%20DAF%20-%20AC%20-%20Marchés\2025\25-20%20Audiotypiste\Préparatoire\25-20_CCP_V13_02072025.docx#_Toc201018362)

[Article 4 : Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement 4](file:///Z:\PARTAGE%20DAF%20-%20AC%20-%20Marchés\2025\25-20%20Audiotypiste\Préparatoire\25-20_CCP_V13_02072025.docx#_Toc201018363)

[Article 5 : Sous-traitance 4](file:///Z:\PARTAGE%20DAF%20-%20AC%20-%20Marchés\2025\25-20%20Audiotypiste\Préparatoire\25-20_CCP_V13_02072025.docx#_Toc201018364)

[Article 6 : Droit d’information des personnes concernées 5](file:///Z:\PARTAGE%20DAF%20-%20AC%20-%20Marchés\2025\25-20%20Audiotypiste\Préparatoire\25-20_CCP_V13_02072025.docx#_Toc201018365)

[Article 7 : Exercice des droits des personnes 5](file:///Z:\PARTAGE%20DAF%20-%20AC%20-%20Marchés\2025\25-20%20Audiotypiste\Préparatoire\25-20_CCP_V13_02072025.docx#_Toc201018366)

[Article 8 : Notification des violations de données à caractère personnel 5](file:///Z:\PARTAGE%20DAF%20-%20AC%20-%20Marchés\2025\25-20%20Audiotypiste\Préparatoire\25-20_CCP_V13_02072025.docx#_Toc201018367)

[Article 9 : Aide apportée par le sous-traitant au responsable de traitement pour le respect de ses obligations 5](file:///Z:\PARTAGE%20DAF%20-%20AC%20-%20Marchés\2025\25-20%20Audiotypiste\Préparatoire\25-20_CCP_V13_02072025.docx#_Toc201018368)

[Article 10 : Mesures de sécurité 5](file:///Z:\PARTAGE%20DAF%20-%20AC%20-%20Marchés\2025\25-20%20Audiotypiste\Préparatoire\25-20_CCP_V13_02072025.docx#_Toc201018369)

[Article 11 : Sort des données 6](file:///Z:\PARTAGE%20DAF%20-%20AC%20-%20Marchés\2025\25-20%20Audiotypiste\Préparatoire\25-20_CCP_V13_02072025.docx#_Toc201018370)

[Article 12 : Délégué à la protection des données 6](file:///Z:\PARTAGE%20DAF%20-%20AC%20-%20Marchés\2025\25-20%20Audiotypiste\Préparatoire\25-20_CCP_V13_02072025.docx#_Toc201018371)

[Article 13 : Registre des catégories d’activités de traitement 6](file:///Z:\PARTAGE%20DAF%20-%20AC%20-%20Marchés\2025\25-20%20Audiotypiste\Préparatoire\25-20_CCP_V13_02072025.docx#_Toc201018372)

[Article 14 : Documentation 6](file:///Z:\PARTAGE%20DAF%20-%20AC%20-%20Marchés\2025\25-20%20Audiotypiste\Préparatoire\25-20_CCP_V13_02072025.docx#_Toc201018373)

[Article 15 : Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant 6](file:///Z:\PARTAGE%20DAF%20-%20AC%20-%20Marchés\2025\25-20%20Audiotypiste\Préparatoire\25-20_CCP_V13_02072025.docx#_Toc201018374)

##### ***Préambule***

Dans le cadre de l’exécution des traitements de données à caractère personnel rendus nécessaires par la mise en œuvre du présent marché public, les Parties entendent définir, de manière claire et concertée, leurs obligations respectives en matière de protection des données à caractère personnel, conformément à l’article 28 du RGPD.

# : Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s’engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s’engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données ») et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l’informatique, aux fichiers et aux libertés.

En cas de contradiction entre les présentes clauses et toute autre stipulation contractuelle, y compris celles figurant dans des accords connexes ou dans d'autres clauses du marché, les présentes clauses prévaudront à compter de leur entrée en vigueur, et ce, pour l’ensemble de l’exécution du présent marché.

# : Description du traitement faisant l’objet de la sous-traitance

## Intérêt du traitement

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) :

*[Préciser le ou les prestations sous-traitées et leurs objectifs : par ex. gestion des candidatures, maintenance applicative, gestion de la paie, gestion des accès informatiques, hébergement, assistance technique, etc.].*

Le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les informations nécessaires à l’exécution du service objet du présent contrat.

## Nature des opérations de traitement

La nature des opérations réalisées sur les données est :

*[Lister précisément les opérations effectuées sur les données : collecte, enregistrement, organisation, structuration, conservation, adaptation, modification, extraction, consultation, utilisation, communication par transmission, diffusion, interconnexion, limitation, effacement ou destruction, etc.].*

## Catégories des données

Les catégories de données à caractère personnel traitées par le sous-traitant pour le compte du responsable du traitement sont les suivantes :

*[Lister précisément les types de données concernés : données d’identification (nom, prénom, date de naissance), données de contact (adresse postale, courriel, téléphone), données professionnelles, données de santé, données bancaires, données de connexion, etc.].*

## Finalité du traitement

Les opérations décrites ci-dessus sont réalisées pour la ou les finalités suivantes :

*[Préciser les finalités exactes de chaque opération de traitement, par exemple :*

* + *Collecte des données d'identification (nom, prénom) :* ***identification et individualisation des personnes concernées*** *;*
  + *Données de contact (adresse électronique, téléphone) :* ***communication avec la personne concernée dans le cadre de la gestion de sa candidature / de son contrat / de son dossier*** *;*
  + *Données relatives au parcours professionnel :* ***évaluation de l’adéquation des compétences et de l’expérience avec les exigences du poste*** *;*
  + *Données relatives à la motivation : appréciation des motivations et de l’implication du candidat ;*
* *Données administratives (pièce d’identité, justificatif de domicile) :* ***vérification des éléments légaux et réglementaires nécessaires à la contractualisation****.].*

## Catégories des personnes concernées

Les catégories de personnes concernées sont les suivantes :

*[Lister les personnes physiques concernées : agents de l’UTLN, usagers de l’UTLN, étudiants inscrits en première année de licence, fournisseurs, candidats à l’embauche, etc.].*

## Durée de conservation des données

Les données à caractère personnel traitées dans le cadre de la présente sous-traitance sont conservées par le sous-traitant pour le compte du responsable de traitement pendant la durée suivante *[préciser la durée de conservation ; celle-ci est soit déterminée par les dispositions légales ou réglementaires applicables, soit, à défaut, doit correspondre à la durée nécessaire à l’accomplissement des finalités poursuivies].*

Cette durée court à compter à partir du *[Indiquer la date de démarrage de la conservation : ex. la date de signature du contrat, la date de collecte des données, etc.].*

# : Durée du contrat

Le présent contrat entre en vigueur à la date de *[indiquer la date d’entrée en vigueur du contrat]* pour une période de *[préciser la durée du contrat de sous-traitance].*

# : Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement

Le sous-traitant s'engage à :

1. Traiter les données uniquement pour les seules finalités qui font l’objet de la sous-traitance ;

2. traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement figurant en annexe du présent contrat. Si le sous-traitant considère qu’une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l’Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement. En outre, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l’Union ou du droit de l’Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;

3. Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;

4. Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :

• S’engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;

• Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

5. Prendre en compte, s’agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

# : Sous-traitance

Choisir l’une des deux options.

**Option A** (autorisation générale)

Le sous-traitant peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l’ajout ou le remplacement d’autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l’identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le responsable de traitement dispose d’un délai minium de […] à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

**Option B** (autorisation spécifique)

Le sous-traitant est autorisé à faire appel à l’entité […] (ci-après, le « sous-traitant ultérieur ») pour mener les activités de traitement suivantes : […]

En cas de recrutement d’autres sous-traitants ultérieurs, le sous-traitant doit recueillir l’autorisation écrite, préalable et spécifique du responsable de traitement.

**Quelle que soit l’option** (autorisation générale ou spécifique)

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s’assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l’exécution par l’autre sous-traitant de ses obligations.

# : Droit d’information des personnes concernées

Choisir l’une des deux options

**Option A**

Il appartient au responsable de traitement de fournir l’information aux personnesconcernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

**Option B**

Le sous-traitant, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l’information relative aux traitements de données qu’il réalise. La formulation et le format de l’information doit être convenue avec le responsable de traitement avant la collecte de données.

# : Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s’acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d’exercice des droits des personnes concernées.

Choisir l’une des deux options

**Option A**

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d’exercice de leurs droits, le sous-traitant doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique au responsable du traitement ou au délégué à la protection des données désigné par celui-ci : *[préciser l’adresse électronique].*

**Option B**

Le sous-traitant doit répondre, au nom et pour le compte du responsable de traitement et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d’exercice de leurs droits, s’agissant des données faisant l’objet de la sous-traitance prévue par le présent contrat.

# : Notification des violations de données à caractère personnel

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et au plus tard dans un délai de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant […]. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l’autorité de contrôle compétente (Commission nationale de l'informatique et des libertés) et, le cas échéant, aux personnes concernées.

# : Aide apportée par le sous-traitant au responsable de traitement pour le respect de ses obligations

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation d’analyses d’impact relative à la protection des données.

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l’autorité de contrôle.

# : Mesures de sécurité

Le sous-traitant s’engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

*[Décrire les mesures techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, y compris, entre autres : la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel, les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement; les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique; une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement, etc.].*

Le sous-traitant s’engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité prévues par *[code de conduite, certification].*

*[Dans la mesure où l’article 32 du règlement européen sur la protection des données prévoit que la mise en œuvre des mesures de sécurité incombe au responsable du traitement et au sous-traitant, il est recommandé de déterminer précisément les responsabilités de chacune des parties au regard des mesures à mettre en œuvre].*

# : Sort des données

Au terme du traitement des données, le sous-traitant s’engage à :

Choisir l’une des options

**Option A**

Détruire toutes les données à caractère personnel.

**Option B**

Renvoyer toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement.

Le renvoi doit s’accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d’information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

**Option C**

Renvoyer les données à caractère personnel au sous-traitant désigné par le responsable de traitement.

Le renvoi doit s’accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d’information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

# : Délégué à la protection des données

Les coordonnées du délégué à la protection des données du sous-traitant sont les suivantes : *[à préciser]*

# : Registre des catégories d’activités de traitement

Le sous-traitant déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d’activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement conformément aux dispositions prévues au 2 de l’article 30 du règlement général sur la protection des données.

# : Documentation

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

# : Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant

Le responsable de traitement s’engage à :

1. documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant ;
2. veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant ;
3. superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du sous-traitant.

# : Manquements et sanctions contractuelles

En application de l’article 28 du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), le Sous-traitant s’engage à respecter l’ensemble des obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché.

En cas de manquement avéré du Sous-traitant à ses obligations légales ou contractuelles en matière de protection des données personnelles, notamment en cas de violation de données ou de non-respect des mesures de sécurité prévues au contrat, le Responsable de traitement se réserve le droit :

* De résilier de plein droit le présent marché, sans préavis ni indemnité au profit du Sous-traitant, par simple notification écrite ;
* D’exiger du Sous-traitant le paiement d’une indemnisation correspondant strictement au préjudice subi du fait du manquement constaté, sur présentation de justificatifs du montant de ce préjudice. Le Sous-traitant s’engage à régler sans délai la somme due à ce titre, dès réception de la demande du Responsable de traitement ;
* D’exiger la mise en œuvre immédiate de toutes mesures correctives appropriées, y compris, le cas échéant, la destruction complète de l’ensemble des données à caractère personnel traitées pour le compte du Responsable de traitement. Le Sous-traitant devra attester par écrit de l’exécution effective desdites mesures.

Le présent article ne fait pas obstacle à l’exercice par le Responsable de traitement de toute action en responsabilité contractuelle ou délictuelle à l’encontre du Sous-traitant.

|  |  |
| --- | --- |
| Pour [……], en sa qualité de Sous-traitant  *M/Mme :*  …  Le : **…**  A : **…**  Signature : | Pour l’UTLN, en sa qualité de Responsable de traitement    M./Mme le/la Président(e) de l’Université de Toulon :  …  Le : **…**  A : **…**  Signature : |